

L'Humanité *rouge*

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*



1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 345

Samedi 11 octobre 1975

PORTUGAL: NI PRAGUE, NI CHILI!

Où va le Portugal ? Telle est la question qui se pose avec de plus en plus de force. Les événements de ces derniers jours ont de toute évidence été marqués par le développement des tendances à la guerre civile. Pour la première fois, de façon ouverte, deux parties de l'armée se font face, y compris avec des tanks. Les affrontements armés se sont multipliés.

A Porto, la caserne du régiment d'artillerie lourde est toujours occupée. De violents affrontements se sont produits dans la nuit de mercredi à jeudi autour de la caserne. La question qui se pose est évidemment de savoir qui a intérêt à cette situation.

Le parti de Cunhal, après avoir cherché à s'emparer du pouvoir, en contrôlant les secteurs-clés de l'appareil d'État, de la presse, des syndicats, en voulant éliminer ceux qui s'opposaient à lui, a subi de graves échecs.

De puissants mouvements de masse se sont développés à travers tout le Portugal contre ce nouveau fascisme, contre ce qu'au Portugal on appelle maintenant couramment le social-fascisme. La formation du nouveau gouvernement, à dominante socialiste, l'élimination de l'homme de Cunhal, Gonçalves, ont sanctionné le recul et l'échec des sociaux-fascistes. Mais ceux-ci ne sont nullement résignés à une telle situation. Ils se préparent à regagner leurs positions, cette fois-ci par les armes et avec l'appui de différents groupes trotskystes. Ils se sont procurés des armements, ont constitué des bandes armées et se sont organisés au sein des forces armées pour créer les conditions d'une aventure militaire à la faveur de laquelle ils espéreraient prendre le contrôle du pouvoir. Il n'est pas sans intérêt de noter la présence des sociaux-fascistes de Cunhal aux côtés des mutins de Porto. Leur objectif dans l'immédiat est la démission du 6è gouvernement. Il ne doit faire aucun doute que Cunhal ne reculera devant aucun moyen pour atteindre ses objectifs. On ne saurait non plus oublier que derrière lui se trouve le social-impérialisme russe, qui dans sa rivalité avec l'impérialisme US, a intérêt à un climat de guerre civile au Portugal pour s'y installer.

Suite page 8

VICTOIRE DIPLOMATIQUE DU CAMBODGE LIBRE

SIHANOUK REÇU A L'ELYSEE

Hier à l'Élysée, Giscard d'Estaing recevait officiellement Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'État du Cambodge récemment libéré.

N. Sihanouk, de retour de New-York, était de passage à Paris. A l'Assemblée générale de l'ONU, le chef de l'État du Kampuchea avait reçu un accueil triomphal des pays du tiers monde. Ce soutien a été un facteur supplémentaire pour que le gouvernement français réfléchisse sur son inadmissible refus de reconnaître officiellement le nouvel État.

Ainsi hier, le rétablissement des relations diplomatiques était au centre des discussions. N. Sihanouk a exprimé le désir qu'elles soient « rétablies plus tôt que prévu ». Dialogue sur des bases totalement nouvelles. Si la France est aujourd'hui intéressée, elle se soucie des biens de ses sociétés exerçant encore leurs activités au Cambodge. Il ne faut pas oublier que pendant les cinq ans de lutte de libération nationale contre l'agresseur yankee, le gouvernement français a refusé de reconnaître le gouvernement légal du Cambodge : le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge (GRUNC). C'est la victoire éclatante du peuple cambodgien qui contraint le gouvernement français à traiter d'égal à égal, car le peuple cambodgien n'admet aucune ingérence dans ses affaires intérieures.

A BON ENTENDEUR...

Selon des informations dignes de foi, un groupe fasciste préparerait après l'attaque de Fotolib une opération contre la librairie Les Herbes Sauvages. Nous appelons le public, nos camarades et toute la population du quartier de Belleville à assurer la protection de cette librairie progressiste, et à riposter fermement à toute tentative d'agression. Par ailleurs, nous prenons immédiatement les mesures nécessaires pour riposter nous-mêmes à toute attaque fasciste touchant l'un de nos locaux ou visant l'un de nos militants. Que ces messieurs se le disent...

Un militant du MRPP assassiné

Nous apprenons qu'un dirigeant du MRPP a été assassiné. Il s'agit d'Alexandrino de Souza, directeur du journal «Garde Rouge». Il a été, selon un communiqué du MRPP, assassiné par des gens qui se disent « marxistes-léninistes » mais qui dans les faits se trouvent toujours aux côtés des sociaux-fascistes du P«C»P et des trotskystes.

Paris :

**JOURNÉE DE L'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE
SAMEDI 11 OCTOBRE
de 13 h à 24 h à la Mutualité (films, exposition,
meeting, débats...)**



LOZAI-BABCOCK, LA LUTTE CONTINUE

Depuis plusieurs mois, les métallos de Lozai-Babcock se battent courageusement contre le groupe Babcock-Fives. Celui-ci pour des motifs de restructuration générale du groupe, veut liquider la société Lozai-Babcock et prétend ainsi jeter au chômage tous les ouvriers qui y travaillent.

Déjà à plusieurs reprises leur juste combat a trouvé un écho dans nos colonnes (voir notamment H.R. No 340 et 343). Aujourd'hui les grévistes nous envoient un tract en date du 7 octobre et signé de leur section syndicale CGT «Pierre Overney». Ci-dessous nous en publions de très larges extraits.

ACTION DESESPÉRÉE DU SEUL MOYEN DE SE FAIRE ENTENDRE ?

Tous les moyens légaux ont été vainement employés pour défendre notre cause.

Que nous reste-t-il aujourd'hui pour nous faire entendre, sinon les actions dans la rue ?

En guise de discussion, l'État et le patronat nous envoient leurs flics et leurs fascistes, c'est la seule réponse à nos problèmes.

Voilà pourquoi nous avons choisi ces formes d'actions.

Ce que certains qualifient d'action désespérée, est la seule voie qui nous reste pour faire entendre raison à nos ennemis.

Face à la violence de l'État et du patronat, nous opposons la violence de la classe ouvrière.

Le capital est en crise, qu'il ait crève vite !

Assez de blablabla et de courbettes, c'est un honneur de travailler, c'est aussi un honneur de lutter.

Comme au «Joint-français», à Lip ou à Rateau, les travailleurs de Lozai-Babcock ne baisseront pas les bras devant le capital.

Honte aux mercenaires «jeunes» de la SNIAS, flics sans uniformes et larbins du patronat.

Vive les travailleurs en lutte !

Non au chômage !

Droit absolu au travail !

Section syndicale CGT
«Pierre Overney»

ECHOS DE TOUTE LA FRANCE

AUBERVILLIERS (Seine Saint-Denis)

Aux cartonneries Lourdelet, les travailleurs sont en grève pour refuser 41 licenciements et pour le maintien des avantages acquis. Récemment, comme la direction essayait avec l'aide des cadres de remettre une des machines en route, les travailleurs ont décidé de réoccuper l'usine.

SAINT-OUEN (Seine Saint-Denis)

Les travailleurs de l'entreprise Sulzer en sont à leur 9ème jour de grève. Depuis plusieurs jours, la direction qui craint une extension et un durcissement du mouvement fait garder jour et nuit les bureaux techniques et administratifs. Devant le refus de la direction de leur donner satisfaction, les travailleurs ont décidé d'occuper un atelier et d'autres locaux de l'entreprise.

ROCHEFORT (Charente-Maritime)

Les 143 licenciements annoncés par la direction de la Société des bois déroulés de l'Océan devraient devenir effectifs ces jours-ci. A plusieurs reprises déjà les travailleurs ont entré en lutte pour empêcher l'application de cette mesure (voir H.R. No 338 du 2 octobre). Mais ces derniers temps la direction de l'entreprise a durci sa position. C'est ainsi que récemment elle a décidé de différer toute augmentation de salaire et de réduire sans compensation la durée hebdomadaire du travail. Aussitôt la colère a grondé parmi les travailleurs, et la plupart étaient prêts à riposter vigoureusement à cette nouvelle atteinte à leurs conditions de vie et de travail. Mais certains responsables CGT dont on se souvient qu'ils avaient entravé la mobilisation début septembre et qu'ils s'opposaient à une occupation de l'usine, par exemple au profit d'une «vaste campagne à mener à l'extérieur de l'usine», ces responsables donc ont manœuvré une fois de plus de telle façon que les travailleurs ne mènent pas la lutte. Lundi 6, ils ont réussi à en entraîner un petit nombre dans une action inefficace et démobilisatrice : l'occupation pendant une heure de la mairie de Rochefort ! La voilà leur «vaste campagne» ! Mais il ne fait pas de doute que, comme début septembre, les travailleurs démasqueront et mettront en pièces ces plans antiouvriers et développeront ainsi réellement la lutte contre la direction qui veut leur imposer le chômage.

UNE OMISSION DANS LE No 344

L'article paru hier en page 4 sous le titre «Drôle de socialisme que voilà...» émanait des travailleurs marxistes-léninistes de l'industrie aérospatiale de Toulouse.

Correspondant H.R.

LORIENT (Morbihan)

Les travailleurs des garages de Lorient sont en grève depuis le 3 octobre pour obtenir satisfaction notamment sur des revendications salariales. Dès le premier jour, le garage Simca a été occupé par 150 travailleurs, le 7 octobre, c'était le tour du garage Citroën. Rapidement les travailleurs ont commencé à effectuer gratuitement un certain nombre de réparations légères, tout en profitant évidemment des contacts avec les «clients» pour populariser largement leur juste lutte. Devant l'ampleur du mouvement, le sous-préfet a cru de son devoir de représentant de l'État d'intervenir auprès des grévistes, les assurant démagogiquement qu'il était prêt à agir en leur faveur auprès des patrons. Les travailleurs ne se sont pas laissés duper par ses belles paroles. Et aujourd'hui, tous les garages restent fermés sauf le garage Peugeot où les ouvriers viennent de reprendre le travail après avoir obtenu satisfaction.

La COMSIP veut licencier un travailleur sur six, la lutte se prépare

La direction de la COMSIP, entreprise spécialisée dans la régulation, l'automatisation et l'électricité, qui emploie quelque 4 400 travailleurs, vient de rendre publique son intention d'en licencier 750. Déjà les travailleurs de Montesson, Metz, Donge, Saint-Brieuc, Dunkerque, Douai, Orthez, Nantes, Grenoble, Toulouse, Lyon, Lille et Bordeaux ont engagé des actions pour mettre en échec ce plan de licenciement. Les 209 travailleurs de l'agence du Havre ont quant à eux occupé les locaux de l'agence. Affaire à suivre...

BETHUNE (Pas-de-Calais)

Depuis plusieurs mois les 700 travailleurs de la confection industrielle du Pas-de-Calais (CIP) sont menacés de licenciement (voir H.R. No 322 du 10 septembre). Dans le plus important des 4 ateliers de l'entreprise, à Haisnes-lez-la-Bassée, les 300 ouvriers se sont opposés fermement le 8 octobre à la pose des scellés sur les portes des locaux de leur entreprise qu'ils occupent depuis le 18 juillet dernier.

A paraître prochainement en brochure les textes du

1er CONGRES DE LA JCMLF

Prix : 4 F.

Passer vos commandes à HR
B.P. 293 - 75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 La Source.

Laving-Glace à Rennes, le point après 3 mois de grève

Après 3 mois de lutte, le patron menace de fermer définitivement l'agence, et récemment il n'a pas hésité à menacer les grévistes avec une arme lorsque ceux-ci sont allés voir leurs camarades de Lorient.

Les travailleurs de LG ont cherché à poursuivre la popularisation et à développer le soutien matériel et financier pour pouvoir tenir jusqu'au bout.

— Ils continuent à travailler, en faisant appel à la population pour qu'elle leur donne du travail dans l'esprit de Lip (voir H.R. No 325).

— Ils ont constitué un comité de soutien ouvert à tous, sur la base de leurs revendications et sous leur seul contrôle.

— Ils ont organisé une fête de solidarité suivie d'un Fest Noz qui a été un véritable succès. Chanteurs et sonneurs, pièce de théâtre créée et jouée par les ex-grévistes de Mammoth sur leur récente lutte (voir H.R. No 320, 323 et 328), interventions sur les grèves en cours et au sujet des mifitants espagnols assassinés, etc., se sont succédés pendant cette soirée.

— Ils ont cherché à développer la solidarité de tous les travailleurs en lutte. Quand les jaunes et la maîtrise ont attaqué

le piquet de grève de Mammoth, les 12 LG sont venus immédiatement prêter main forte. De même, tous les grévistes du département étaient invités à venir exposer leurs luttes au Fest Noz de solidarité.

Ces initiatives des travailleurs de LG suscitent des luttes au sein de la CFDT ; ceux qui veulent utiliser la force des travailleurs dans leurs combats au sommet avec la CGT et qui ne cessent pourtant de parler de «pouvoir des travailleurs», prennent peur devant le développement de l'esprit d'initiative et devant les liens qui se tissent à la base entre les travailleurs.

Depuis sa création, le Comité de soutien est particulièrement visé par certains responsables syndicaux qui voudraient en faire un organisme bidon à leur botte. C'est ainsi que les grévistes ont été soumis à des pressions politiques et financières : «Abandonnez votre Comité de soutien ou bien le syndicat ne s'occupe plus de vous et vous n'aurez pas notre soutien financier».

Mais les grévistes sont fermes, ils résistent dans l'unité à toutes les pressions et rejettent l'ultimatum car ils sont convaincus de leur bon droit et savent qu'ils ne sont pas isolés.



PEKIN Le "Quotidien du peuple" dénonce les préparatifs de guerre mondiale

L'organe central du Parti communiste chinois a publié le 6 octobre un article intitulé : «La rivalité soviéto-américaine pour l'hégémonie conduira inévitablement à la guerre mondiale» dont nous reproduisons, ci-dessous, quelques extraits :

Poussés par leur nature impérialiste, les deux suzerains, l'Union soviétique et les États-Unis, se livrent à une dispute acharnée dans tous les domaines, commence l'article. Le rythme d'expansion des sociaux-impérialistes révisionnistes soviétiques en particulier, dont les ambitions sont insensées, s'accroît rapidement, et ils voudraient avaler d'une seule bouchée le globe tout entier.

(...) Depuis la conférence d'Helsinki, la dispute soviéto-américaine pour l'Europe est devenue plus acharnée que jamais.

De sombres nuages s'ammoncellent sur l'ensemble du continent européen et de nouveaux troubles s'annoncent à l'horizon.

(...) Le prétendu «équilibre des puissances», en admettant qu'il existe, ne peut être que transitoire et superficiel. Il ne faut absolument pas

compter sur cet «équilibre des puissances» pour maintenir la paix. Le social-impérialisme des révisionnistes soviétiques, doté d'un vorace appétit, étend partout ses tentacules, et se révèle beaucoup plus effréné et dangereux que le vieil impérialisme. Le danger de guerre, actuellement, provient principalement du social-impérialisme soviétique.

(...) Aujourd'hui, les peuples du monde sont confrontés au danger d'une nouvelle guerre mondiale. Pour y faire face, les peuples révolutionnaires du monde et de nombreux pays sont en train d'élever leur vigilance et de renforcer leur défense. Le peuple chinois continuera à appliquer la grande politique stratégique formulée par le président Mao : «Creuser de profonds souterrains, constituer partout des réserves de céréales et ne jamais prétendre à l'hégémonie», «se préparer en prévision d'une guerre et de calamités naturelles, et tout faire dans l'intérêt du peuple», et à faire soigneusement tous les préparatifs pour faire face à une éventuelle guerre mondiale déclenchée par les deux superpuissances hégémoniques, l'Union soviétique et les États-Unis, conclut l'article.

Accords céréaliers URSS-USA à l'encontre des intérêts des peuples

Qui ne se rappelle l'accord commercial URSS-USA de 1972, portant sur l'achat de 20 millions de tonnes de céréales par l'URSS, à son rival, les USA ?

D'énormes profits étaient en jeu pour les 5 grands trusts céréaliers américains, qui préféraient effectuer des bénéfices immédiats en vendant une partie importante de la récolte aux Soviétiques.

Ce faisant, ils spéculaient par contre coup sur le marché intérieur américain qui, au vu d'une récolte favorable, aurait dû voir les prix domestiques baisser, ou tout au plus, se stabiliser.

Au contraire, cette énorme et brusque exportation de grains provoqua une montée en flèche des prix des denrées alimentaires.

Quant aux capitalistes soviétiques, cet achat à des prix relativement bas représentait pour eux la possibilité de spéculer sur le marché international. En effet, la totalité de l'achat céréalier n'était pas seulement pour la consommation intérieure ; et les pays du tiers monde, encore importateurs de grains, avaient vu les prix du marché international augmenter sensiblement à la suite de cette «affaire» : les Russes revendaient le grain 3 fois le prix qu'ils l'avaient acheté (Pékin-Information No 32).

Aujourd'hui, des accords similaires ont été signés et déjà 10 millions de tonnes de céréales ont été acquises par l'URSS.

Le président Ford a assuré les gros fermiers et spéculateurs qu'il protégerait leurs intérêts en vendant de plus en plus de grains à l'URSS.

Ceci a déjà provoqué de sensibles augmentations des prix intérieurs. Le boisseau de blé s'est vendu, il y a quelques semaines, 4,05 dollars à Kansas, au lieu de 2,20 dollars.

Pillsburg, le plus gros producteur de farine, annonçait pour sa part une augmentation de 8,5 %.

Le maïs a augmenté de 1/3 et le maïs pour la consommation animale, encore plus, amenant le kg de «bacon» à près de 23 F.

Selon «The call», journal marxiste-léniniste, les augmentations les plus sensibles en un mois ont été :

- 28 % pour le blé ;
- 17 % pour la farine ;
- 12 % pour le maïs ... et
- 16 % pour le café, en l'espace d'une semaine !

Il est révélateur de noter qu'au courant du printemps, l'URSS avait annulé sa commande de 200 000 tonnes de blé, attendant une baisse des prix. Celle-ci se produisit, suite à une récolte exceptionnelle, et dans le courant de l'été passé, l'URSS acquit une quantité de blé 50 fois supérieure à sa précédente commande.

Ces manœuvres des grands capitalistes russes et américains ont donc de directes répercussions sur le niveau de vie de la classe ouvrière américaine et des peuples des pays du tiers monde.

Et si les accords ne sont qu'une des formes de la rivalité des deux superpuissances, et de leurs velléités de plus grand contrôle des marchés mondiaux, il est intéressant de noter que l'URSS, jadis économiquement indépendante, ne l'est plus.

Aujourd'hui, en effet, l'URSS a une politique de grande puissance visant à favoriser les industries d'armement par rapport à la production de denrées alimentaires, ce qui crée des difficultés accrues pour la classe ouvrière soviétique, et la poussera à se soulever contre la clique qui l'opprime, comme ses frères polonais, en 1969.

Michel Bataille
Correspondant H.R. aux USA

ANNIVERSAIRE DE LA GUERRE D'OCTOBRE

La Syrie a fêté par de nombreux rassemblements de masse le deuxième anniversaire du déclenchement de la guerre d'octobre. A cette occasion le président Hassad a déclaré : «Il n'y aura pas de paix dans cette région tant que notre juste cause ne sera pas réalisée et les droits du peuple arabe palestinien ne seront pas rétablis.»

L'anniversaire a été aussi commémoré en Egypte où le ministre de la Guerre a affirmé, en parlant des efforts d'autonomie du pays en matière d'armement : «nous pouvons être sur une position de force et de préparation.»

LA CHINE RECONNAIT LE BENGLA DESH

La République populaire de Chine et la République populaire du Bengla Desh viennent d'établir des relations diplomatiques. Le «Quotidien du peuple» salue cet événement et se félicite des orientations affirmées par le gouvernement du Bengla Desh : non-alignement, maintien des relations amicales avec les pays islamiques et non-alignés, soutien à la lutte des pays arabes contre le sionisme, respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté des autres pays, opposition à l'ingérence étrangère dans ses affaires intérieures.

O.U.A. : RÉUNION DE LA COMMISSION DE CONCILIATION SUR L'ANGOLA

Les divergences qui peuvent opposer momentanément diverses forces du tiers monde entre elles ne sont pas antagoniques. Elles doivent pouvoir se résoudre par la négociation et la discussion. C'est pourquoi l'organisation de l'unité africaine a mis en place une commission de conciliation sur l'Angola, destinée à préparer l'accès à l'indépendance du pays, prévue pour le 11 novembre dans la paix et l'unité.

Une réunion de la commission s'est tenue du 30 septembre au 4 octobre à Kampala (Ouganda). Elle a rassemblé les représentants des pays membres de la commission : Burundi, Lesotho, Ghana, Niger, Somalie, Algérie, Maroc, Haute-Volta, Ouganda. Les trois organisations de libération de l'Angola : MPLA, UNITA et FNLA étaient représentées à la réunion par une délégation de chaque mouvement. Un délégué du gouvernement portugais y avait été invité à titre d'observateur.

La commission a décidé l'envoi sur place, en Angola, d'une délégation chargée d'effectuer une enquête et les trois organisations de libération de l'Angola ont fait savoir qu'elles lui accordaient leur assistance dans cette tâche.

En recevant, à l'issue de cette rencontre, les délégués des trois organisations de libération angolaises, le président Amine Dada a exprimé le vœu que, partant des intérêts du peuple angolais et de l'ensemble de l'Afrique, elles fassent tous les efforts possibles pour parvenir à l'unité et accéder dans la paix à l'indépendance de l'Angola.

L'ACTUALITE EN IMAGES



Espagne : en plein Madrid, bravant la répression fasciste, les manifestants du FRAP ont crié leur colère contre Franco.



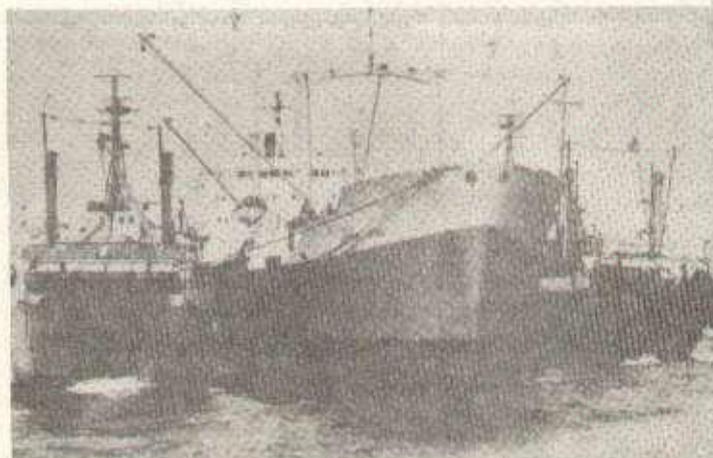
Portugal : bombages antifranquistes et de soutien au FRAP sur un train au départ pour l'Espagne.



Le Mans : au lycée Bellevue, les enseignants de la CFDT manifestent contre le chômage avec le soutien des élèves.



Samedi dernier, à Paris, de nombreux jeunes ont manifesté leur volonté de lutte résolue et offensive contre le chômage, malgré la ligne démobilisatrice des dirigeants P.C.F.-CGT.



Ci-dessus : au large de la côte normande, trois des treize navires russes qui espionnent les manoeuvres navales françaises.

Ci-dessous : manoeuvre de débarquement à grande échelle de l'armée russe et de ses « marines » à proximité des côtes norvégiennes.



REDOUBLONS D'EFFORTS !

Lors d'une réunion de lecteurs ouvriers à Paris, ceux-ci ont déclaré qu'il serait nécessaire d'avoir le plus souvent possible une photographie d'actualité à la une du quotidien afin de rendre le journal plus vivant. Par ailleurs, de nombreuses lettres qui nous sont parvenues dans le cadre de la campagne de critique du quotidien comportent également des remarques et suggestions concernant les photos. C'est ainsi que des lecteurs nous ont dit qu'ils aimeraient trouver des photos les plus parlantes possible par elles-mêmes, des photos montrant l'esprit de lutte de notre peuple.

Il va sans dire que ces nouvelles critiques et remarques ne peuvent être appliquées sans le développement rapide des contributions. En effet, cette semaine, le nombre des photos diverses que nous avons reçues s'est élevé. Mais encore trop peu de tirages photos réalisés par les amateurs photographes eux-mêmes. Or, c'est d'eux que doivent nous parvenir les meilleures photographies pouvant figurer à la une, illustrer les articles ou trouver leur place dans cette page, car ces photos, prises du point de vue des intérêts du peuple, reflètent ses luttes.

LECTEURS et CAMARADES, mobilisez les amateurs, et participez directement à cet effort en réalisant des reportages.

Sur le plan technique : les diapositives couleur, de tous formats, ainsi que les tirages couleur de tous formats, nous obligent à exécuter des opérations techniques supplémentaires pour l'édition. Il est donc préférable de nous envoyer vos contributions sous forme de tirages photographiques noir et blanc, en format 13 x 18 cm, de préférence sur papier glacé, et de bien les légender.

Cinéma

HISTOIRE D'O...PRESSION !

Imaginez un film où un adorable épagnou serait marqué au fer rouge, torturé et maltraité par ses maîtres... Le lendemain vous auriez immanquablement toutes les bonnes âmes de la Société protectrice des animaux, les Brigitte Bardot et autres Georges Decaunes, venant pleurer sur vos écrans !

Mais voilà, dans le film en question, c'est une femme qui subit avec consentement et bonheur, ces supplices. Les bonnes âmes de gauche qualifient cela de «libération sexuelle», et tous nos penseurs de suivre en chœur ce qui serait, paraît-il : «l'histoire romanesque d'une femme qui par amour (sic) se soumet jusqu'au supplice consenti (resic)» («Le Monde» du 23 septembre).

Le moins paradoxal n'est pas de voir une secrétaire d'État à «la Condition féminine» publier dans son hebdomadaire des extraits de cet hymne à la torture ! (Il est vrai que cela a permis au journal de tripler son chiffre de vente... !).

Pourquoi réclamer un salaire égal à celui des hommes, des crèches, de meilleures conditions de travail ? Faites vous fouetter par votre mari, et tout ira très bien ! Quelle merveilleuse condition féminine, nous promet Françoise Giroud...

On comprend pourquoi elle a été déçue, la pòvre, par la Conférence de Mexico où les femmes du tiers monde ont réussi à imposer leur point de vue.

Tous ces films et toute cette littérature sont le produit d'une classe qui doit quitter la scène de l'Histoire.

Comme Sade reflétait les derniers soubressauts de la noblesse déchuë, les «Emmanuelles», «O» et autres «libérateurs» qui s'étaient dans les kiosques et sur les écrans sont les fleurs vénéneuses qui poussent sur le fumier du «Kapital».

Même si aujourd'hui, grâce à un battage extraordinaire, grâce à l'obscurantisme et l'oppression entretenus par la bourgeoisie, ces spectacles attirent les foules, dans les usines occupées, c'est une autre culture, nouvelle, qui naît : c'est «Histoire d'A» et d'autres films progressistes que l'on diffuse, discute et dont l'on débat ; c'est des chansons révolutionnaires que l'on invente, etc.

Monsieur Marchais, avec ses 0,6 % du budget pour le développement de la culture... bourgeoise, peut s'opposer en parole à la pornographie : il jette le masque quand il déclare : «Nous n'empêcherons pas ceux pour qui c'est utile d'y aller». Autrement dit, pour lui, cette pourriture peut être utile... pour tenter de détourner les travailleurs des vrais problèmes !

Cela ne nous étonne pas venant de cet avocat d'un pays soi-disant socialiste qui a rétabli la prostitution, qui pousse la jeunesse dans les bras de la culture made in USA !

Décidément, nous n'avons rien à attendre des libéraux avancés du gouvernement, ni des démocrates avancés de la «gòche». En vérité, le vent d'une nouvelle culture souffle du tiers monde debout et de la classe ouvrière en lutte pour la révolution prolétarienne. Un lecteur



LENINE EN OCTOBRE 1917



42) Vassili va au bureau du Comité de l'usine avec des ouvriers et il s'aperçoit qu'il est occupé par quatre sales types. Ce sont l'adjoint du ministre du Gouvernement provisoire, Routkovsky, le représentant du Comité central exécutif des mencheviks, et deux autres officiers de l'école des officiers.



43) Vassili a demandé à ces représentants de quoi il s'agit. Routkovsky a dit que d'après ce qu'il sait, il y a des armes ici qui peuvent équiper deux bataillons. Il exige de Vassili qu'il les lui remette pour le front.



44) Vassili dit en souriant : «Des armes, il me semble que nous en avons un peu, mais elles sont toutes privées. Eh bien ! je vais consulter les autres.» Routkovsky lui demande : «Une demi-heure vous suffit-elle ?» Vassili répond : «Même moins, j'en ai pour un instant.»

Télévision

A propos des «Dossiers de l'écran» de mardi soir : LA FEMME NE SE LIBERERA QUE DANS UNE SOCIÉTÉ SANS EXPLOITATION

Antenne 2 a diffusé dans le cadre des «Dossiers de l'écran», un film réactionnaire, qui voulait parler de «la femme et sa libération». Bien que décrivant un milieu bourgeois, il provoque un débat non sans intérêt.

Une lectrice nous écrit à ce sujet, car une syndicaliste replaça le problème dans son contexte en dénonçant la société d'exploitation, dont les travailleurs et travailleuses cherchent à se libérer, montrant qu'il n'y aura de libération de la femme que lorsque l'exploitation capitaliste disparaîtra.

En donnant surtout la parole aux femmes du «beau monde», l'émission cherchait à dévier, sous-estimer, calomnier le mouvement de masse qui se développe en profondeur chez les femmes du peuple. Une militante

du MLF, malgré ses propos souvent brumeux, fit cependant ressortir l'intéressant exemple de la prise en charge COLLECTIVE de l'éducation des enfants en Chine où elle avait fait un voyage. Ce qui rompt radicalement avec les propos réactionnaires du scribouillard Michel de St Pierre et ses acolytes tout aussi réactionnaires qui étaient invités.

Enfin, il est apparu comme évident que les idées justes font leur chemin. En effet le thème du film a été dépassé au profit de questions plus concrètes : la femme et la société capitaliste, la femme et son statut social ; étroitement liées en cela aux conditions des travailleuses et travailleurs en général et à la lutte des classes.

Suite au communiqué de presse que nous avons publié hier, sur la préparation de la CONSTITUTION D'UN MOUVEMENT DE MASSE DES ARTISTES ET INTELLECTUELS RÉVOLUTIONNAIRES, l'adresse ci-dessous nous a été communiquée :

Pour toutes informations écrire à Monsieur DURAND
BP 321 - 75525 PARIS - Cedex 11

LA CLASSE OUVRIÈRE DE FOUGERES A LA POINTE DU COMBAT (2)

Dans le précédent article paru hier, le 9 octobre, nous avons présenté la situation générale sur les plans historique, économique et politique des luttes de la classe ouvrière française.

Dans celui-ci nous parlerons des luttes de ces dernières semaines et des enseignements que nous pouvons en tirer dès aujourd'hui.

Au début de l'année, avec la venue de Bideguin, patron national de la chaussure, des fuites ont lieu sur les menaces de plusieurs centaines de licenciements dans le secteur de la chaussure. Le chômage partiel à la même période s'étend largement. Voyant la combativité grandir parmi les ouvriers de la chaussure, les patrons des PME essayent de l'utiliser et diffusent un communiqué appelant à un défilé des ouvriers pour soutenir les « revendications » des patrons : blocage des importations de chaussures étrangères (italiennes surtout), déblocage du crédit et aide à l'exportation. Cointat ira jusqu'à déclarer que les ouvriers montreront leur ferme détermination à manifester. Ce sera l'échec pour les patrons.

lutte cette année, les chefs de la CGT, liés aux dirigeants locaux du parti de Marchais, montraient clairement le rôle de sapeur-pompier qu'ils entendaient jouer.

Ce n'est qu'au tout début septembre que les menaces de licenciements (1 200 au total) ont véritablement pesé sur un certain nombre d'usines notamment dans la chaussure. Chez « Morel et Gaté » des menaces claires de licenciements massifs entraînent l'occupation immédiate de l'usine : il n'y aura pas de licenciement.

Les militants de la CFDT feront alors un énorme travail de mobilisation dans toutes les usines. La section analyse la situation et retient que ces menaces de chômage avec la crise vont peser longtemps et donc

du 23 septembre. Les chefs révisionnistes comme Guillerru ne seront pas là, ils sont encore en vacances.

Le 23, plus de 4 000 ouvriers de tous les secteurs participent à la manifestation où des effigies de représentants de l'État bourgeois, comme Cointat, sont brûlées en plusieurs endroits et notamment devant la sous-préfecture et la mairie où la porte éclate. Devant cette juste action de colère, les chefs CGT, FO, etc. prennent peur et menacent la CFDT de partir et de se dégager de leur responsabilité, en même temps qu'ils organisent un cordon musclé pour empêcher l'occupation de la mairie demandée par la majorité des ouvriers. La manifestation se disloque du fait de la confusion entretenue par les bonzes CGT.

Pourtant malgré ces barrages mis en travers du chemin de leur combat, la masse des ouvriers reste largement mobilisée grâce à la fermeté de la CFDT qui a l'initiative de l'organisation d'une manifestation le 30 septembre — le jour de la journée-soupe nationale organisée par la bande à Séguay.

A Fougeres, ça n'a pas été une procession. Plus de 5 000 ouvriers y participèrent (la ville en compte 7 000). Les chefs révisionnistes du P«C» et de la CGT arrivent à imposer leur mot d'ordre de négociation à tout prix et veulent stopper le mouvement devant la mairie, dans le but d'éviter l'occupation.

Mais malheureusement pour eux, les patrons reportent la « négociation ».

La masse des travailleurs crie « Occupation, occupation ». Les compères de Marchais-Séguay sont pris de panique et insultent les ouvriers en les traitant de casseurs, voyous, pseudo-révolutionnaires, etc.

Ensuite ils proposent que seuls les militants « responsables » occupent la mairie — autrement dit eux. Les ouvriers n'acceptent pas ce mépris et crient « Nous sommes tous responsables ».

Les révisionnistes avaient à peine fini leur beau discours que les troupes de CRS arrivèrent sur la place. Les vrais casseurs arrivaient, lançant des grenades et matraquant tout sur leur passage ; deux ouvrières furent gravement blessées.

Le réflexe des ouvriers fut de se réorganiser et de manifester en rang serré en direction des CRS aux cris de « CRS-SS » et « A bas l'État des flics et des patrons ».

Le réflexe des chefs du P«C» sera de négocier avec les flics...

Le lendemain une nouvelle manifestation est organisée contre la répression où la CFDT sera très active. Elle regroupera 4 000 à 5 000 travailleurs ; les fenêtres du commissariat voleront en éclat.

Le lendemain la section du parti de Marchais publie un tract condamnant la violence populaire contre la violence bourgeoise, déclarant qu'il ne faut pas écouter « les arguments de la CFDT » et laisser une prétendue minorité « d'irresponsables maoïstes salir leur cause » et finissant par un bel appel à « l'union de la gauche » pour condamner le gouvernement.

Le 6 octobre ils devaient faire éditer par la direction locale de la CGT un tract accusant les ouvriers de se faire manipuler par les « agissements gauchistes, utilisés par le gouvernement et les patrons » et déclarant que « la CFDT continue à nouer des contacts étroits avec des groupuscules gauchistes ».

Ces attaques mensongères et policières à la fois ont montré l'isolement total dans lequel se trouvent les dirigeants du P«C» et leurs acolytes de la CGT.

En fait, les discussions vont bon train sur l'attitude de la direction de ce parti soi-disant « de la classe ouvrière » et de ce syndicat qui lui est lié.

A propos de la répression chacun a pu voir qu'il reprenait les arguments de la bourgeoisie, à savoir : ce sont les travailleurs qui provoquent la répression et non les travailleurs qui ripostent efficacement à la répression. Ceux qui étaient devant la mairie ont pu juger sur pièce, d'autant que ces messieurs discutaient avec les flics...

Un deuxième point beaucoup discuté est celui qui concerne les tentatives de récupération politique systématique des responsables locaux de ce parti prétendu communiste lors de chaque lutte importante.

Alors que la masse des travailleurs se rend compte à chaque étape de la lutte que l'ennemi, ce n'est pas seulement le gouvernement bourgeois, mais que c'est le régime capitaliste tout entier qui est responsable de leur situation (le mot d'ordre « A bas l'État des flics et des patrons »), les chefs du parti de Marchais et Cie s'ingénient à rétrécir cette cible au simple niveau du gouvernement « Chirac-Poniat ». Chacun comprend alors qu'il s'agit de manœuvres électorales et qu'ils ne se soucient des luttes ouvrières que dans la mesure où ils peuvent espérer les dévoyer pour leur lutte de clan — c'est-à-dire pour prendre

(Suite page 7)



Manifestation à Fougeres du 30 septembre

En mars, à l'initiative de la section CFDT un front syndical avec CGT, FO et CFTC est créé dans le but d'organiser une manifestation de « la chaussure » pour le 28. 4 000 ouvriers y participent (il y a 3 000 ouvriers dans le secteur chaussure). Elle dépasse donc largement ce secteur et montre la combativité de l'ensemble de la classe ouvrière de la ville. Les mots d'ordre eux, notamment lancés par la CGT et FO ne sont pas mobilisateurs : « Fougeres se meurt - ville de chômeurs ». En fin de manifestation la CFDT appelle à d'autres actions pour l'après-midi. L'attitude négative des chefs de la CGT montre que la manifestation était en fait une soupe, et qu'elle se gardait bien de donner des perspectives aux travailleurs. Ils accusèrent la CFDT de « briser le front syndical » et appelèrent le midi les ouvriers aux portes des usines à reprendre le travail. Dès les premiers jours de la

qu'il faut se préparer à une lutte prolongée, de longue haleine. Il est donc nécessaire de ne pas s'essouffler et de maintenir la lutte constamment à un certain niveau. Une série de manifestations est donc organisée, échelonnée dans le temps. La CGT faiblement implantée ne peut qu'accepter si elle ne veut pas se couper définitivement du mouvement.

Le 17 septembre une première manifestation de 3 000 ouvriers défile avec pour mot d'ordre principal « Pas un seul licenciement » et « Oui à l'action ». Les mots d'ordre folkloriques des dirigeants de la CGT du genre : « Cointat t'es foutu... » ne sont que faiblement repris. Les carrefours principaux de la ville sont barrés avec des pneus en flamme et le château, symbole de la classe dominante, est occupé en fin de manifestation. Les ouvriers ne partiront pas les bras balants, mobilisés pour la prochaine action

DEVELOPPEMENT DU COURANT UNITAIRE MARXISTE-LENINISTE

Dans sa rubrique «La Vie du journal», notre confrère «Le Quotidien du peuple» a publié dans son édition du 8 octobre une intéressante réponse de son rédacteur en chef Marc André à une lettre adressée par des militants d'un cercle JCML de Noisy-le-Sec.

En effet, pour la première fois, et nous nous en félicitons largement, le journal «pour la construction du Parti de type nouveau» a adopté positivement notre mot d'ordre en faveur d'un «Parti marxiste-léniniste unique».

Marc André écrit notamment à ce sujet : «Notre démarche pour la construction du Parti de type nouveau doit donc conduire à ce parti marxiste-léniniste unique dont vous parlez.»

C'est là une prise de position positive, qui établit sans équivoque une convergence d'objectifs entre Marc André et ses camarades, et nous-mêmes.

Que ce nous soit donc aussi l'occasion de présenter une critique (que nous voulons constructive) à notre confrère.

Une caractéristique des manifestations de soutien à nos camarades espagnols a été sans nul doute la réalisation de «l'unité dans l'action» entre tous les militants se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïstetoung. Notre quotidien, très loyalement et avec un profond désir d'unité, en a régulièrement tenu compte dans les compte-rendus qu'il a publiés. Dans nos articles, nous avons eu le souci de souligner, outre la présence des militants du PCMLF et de l'Humanité Rouge, celle de camarades du PCR (m-l), de l'UCFML et d'autres groupes. Nous l'avons fait explicitement, sans nulle arrière-pensée, avec la seule intention que tous nos lecteurs connaissent cette réalité en cours de

développement : l'unité concrète, dans la pratique, entre tous ceux qui se réclament du marxisme-léninisme.

Mais nous n'avons pas remarqué la même démarche positive de la part du «Quotidien du peuple». C'est certes le plein droit de ces camarades de taire des faits de cet ordre et nous n'avons pas l'intention de paraître leur imposer quoi que ce soit. Nous regrettons simplement cette attitude, parce que nous sommes convaincus que la nôtre, sans jeter la moindre confusion, mais en accordant la plus totale confiance aux militants de base, contribue plus efficacement à impulser le courant unitaire désormais irréversible qui conduira à l'existence en France d'un Parti marxiste-léniniste unique. Naturellement, quant à nous, nous allons continuer à souligner tous les aspects positifs des actions et des luttes qui regroupent nos camarades avec les militants des autres formations, qui se réclament des mêmes objectifs que nous. Et nous aurons soin de mentionner à chaque occasion ces autres formations : PCR (m-l), UCFML, Rennes-Révolutionnaire, la nouvelle GOP et même Révolution, aux côtés de qui nos militants de Marseille ont récemment soutenu de durs affrontements devant le consulat d'Espagne, face aux forces de répression au service du pouvoir.

Nous nous félicitons de ce qui est en train de changer fondamentalement dans le mouvement marxiste-léniniste et nous ferons tout pour que ces changements s'accélèrent.

Nous souhaitons que les autres formations, grandes ou petites, peu importe, fassent de même.

SUCCES DE NOTRE CAMPAGNE D'ABONNEMENT

Nous pouvons annoncer aujourd'hui que le nombre des abonnements souscrits à notre quotidien ne cesse de s'accroître et qu'il est désormais supérieur à quatre fois le nombre des abonnements souscrits à l'époque où nous n'étions qu'hebdomadaire. Nous redoutions que l'augmentation sensible des tarifs d'abonnement, conséquence du changement de notre périodicité ainsi que des diverses augmentations frappant l'impression, ne freine considérablement notre audience. Or c'est exactement le contraire qui s'est produit, prouvant combien la classe ouvrière attendait notre initiative et combien elle la fait sienne.

Les millions d'anciens francs ainsi reçus nous ont permis de ne plus mettre l'accent temporairement sur la souscription. Celle-ci qui fut permanente pendant des années sera désormais périodique. Par exemple, nous la relançons en fin d'année, à partir du 1er décembre et la clôturons en début d'année, le 15 janvier. A ce moment là nous demanderons une mobilisation de grande envergure, afin de parvenir à recueillir autant d'argent frais que précédemment pendant une période de six mois.

Il ne faudrait pas croire pour autant que nous avons surmonté toutes nos difficultés financières. Certes, aussi longtemps que notre tirage reste fixé à un chiffre correspondant aux abonnements et à la diffusion militante, c'est-à-dire sans que nous n'ayions à supporter le poids des invendus du secteur commercial, nous connaissons des conditions satisfaisantes. Mais, pour développer notre diffusion et faire davantage pénétrer nos idées dans les masses, nous sommes bien obligés de recourir à la diffusion commerciale, et même si nous le faisons par étapes, cela comporte des risques d'aggravation de la situation financière. Aussi ne devons-nous pas nous abandonner au triomphalisme et devons-nous faire preuve du constant souci d'assurer à notre quotidien une gestion financière des plus saines.

Nous ne manquerons pas de tenir nos lecteurs informés de l'évolution constante de ces problèmes.

Que la souscription des abonnements se poursuive au rythme actuel et nous consoliderons sérieusement nos positions !

A TITRE D'ESSAI, ABONNEMENT GRATUIT

Pour 15 jours, du 14 au 25 octobre, envoyer le journal à :

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

26E ANNIVERSAIRE DE LA CHINE POPULAIRE AUX LIBRAIRIES

HERBES SAUVAGES
70, rue de Belleville
75020 Paris

LA FORCE DU LIVRE
33, rue René Leynaud
69001 Lyon

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris

BURCHETT-ALLEY : La Chine, une autre qualité de vie - 315 pages	42 F
A. BOUC : Mao Tsé-toung ou la révolution approfondie	35 F
P. TISSIER : Deux modèles d'avant-garde : Taking-Tatchai - 194 pages	19 F
Y. VILTARD : Le Système politique chinois dans le mouvement d'éducation socialiste (1962-1966) - 82 pages	25 F
H. SUYIN : Le Déluge du matin - 590 pages	35 F
C. BROUELLE : La Moitié du ciel - 277 pages	26,40 F
DUCHET : La Chine et nous - 286 pages	27 F
GORDON-ALLAN : Docteur Liberté (Norman Béthune) - 312 p.	35,75 F
E. SNOW : Étoile rouge sur la Chine - 438 pages	32 F
W.H. HINTON : Fanshen - 765 pages	55,30 F

(Fougères, suite de la page 6)

les fauteuils ministériels et non pour mettre fin au régime.

Un troisième point positif : l'image de marque du P.C. en a pris un sérieux coup. Cela confirme que seule la lutte de classe acharnée permet de dévoiler au grand jour les vrais amis des faux.

Le parti de Marchais dans ces luttes a suivi le mouvement pour ne pas s'isoler. Il a fini par l'être, car il a bien été obligé - vu sa nature - de le condamner.

Sur un plan plus général, malgré les difficultés de la lutte, les différences de niveaux, etc., ce mois de septembre a montré que seule la lutte conséquente contre le régime et ses représentants locaux - patrons, police, etc. - pouvait faire reculer la bourgeoisie et permettre d'obtenir satisfaction.

Les 1 200 licenciements, on n'en parle plus aussi aisément dans les rangs du patronat. Il est clair que, étant donnée la combativité importante des ouvriers, il va essayer de les faire passer d'une autre manière, par petits lots, par la retraite anticipée et le chômage partiel. Il a reculé sur le front principal.

Il faut maintenant engager avec vigilance une lutte prolongée et s'y préparer. C'est ce que font les militants de la CFDT notamment, qui ont appelé les ouvriers de la chaussure et des autres secteurs à rester mobilisés.

Nous consacrerons un dernier article la semaine prochaine à l'activité du parti marxiste-léniniste au cours des luttes de la classe ouvrière fougèraise.

A SUIVRE

MAIN BASSE SUR LA VILLE

Les débats à l'Assemblée nationale sur la «réforme foncière» ont revêtu une certaine vivacité. Il y a à cela une raison en particulier : tous les partis politiques bourgeois entretiennent des liens étroits avec les milieux immobiliers. Ces liens sont connus et ont été illustrés par un certain nombre de scandales au cours de ces dernières années. Nous allons en examiner ici certains aspects particuliers.

Les syndicats corporatifs tels que la Fédération nationale des promoteurs et constructeurs (FNPC) sont en étroit rapport avec des politiciens bourgeois. C'est ainsi que les liens entre la FNPC et les «réformateurs» de Lecanuet sont de notoriété publique. En juin 1973, lors du Congrès de la FNPC à Biarritz, Brigitte Gros, sénateur centriste, est intervenue longuement. Le député centriste du 16^e, Mesmin, est venu quant à lui apporter son appui à la FNPC lors d'une réunion de celle-ci en 1974. On imagine avec quelle ardeur les «centristes» doivent défendre les intérêts de la FNPC au sein du gouvernement.

L'immobilier est aussi une source de financement des partis bourgeois. L'affaire du CADIR est connue à ce sujet. Un comité d'aménagement et de développement de l'île de Ré avait été fondé par différents personnages gaullistes dont le secrétaire d'Etat au logement de l'époque, Philippe Dechartre. Parmi les fondateurs figurait également l'actuel ministre de l'Équipement, Galley. Ce comité avait demandé à un promoteur le versement d'une somme importante en échange de son intervention auprès du ministre de l'Équipement d'alors, Chalandon, pour obtenir les autorisations nécessaires à la construction de 600 villas dans l'île de Ré.

En général, les versements aux partis se font indirectement. Soit par le biais d'associations du genre caisses des écoles ou de la police pour les municipalités, ou bien de sociétés apparemment étrangères aux activités immobilières. C'est ainsi que dans les municipalités sous contrôle du P«C»F, pour obtenir les marchés, les promoteurs auraient à verser 1 % du marché à la caisse d'«aide sociale» ou à une société dénommée SOCOPAP. Celle-ci est officiellement un

importateur de matériel pour les écoles. Elle travaillerait en particulier avec la Pologne.

Les «bureaux d'études» sont une autre couverture pour ces transactions. Ces «bureaux» facturent leurs travaux à un prix dépassant de loin leur coût réel : la différence est versée au parti concerné. C'est ainsi que le «Centre régional d'informations économiques et sociales» créé à Toulouse en 1965, a servi de couverture pour le versement de 3,5 millions à l'UDR, par l'entreprise Palcal, désireuse d'obtenir un marché à Chanteloup-les-Vignes.

Le Parti socialiste a créé lui aussi des «bureaux d'études» tels que URBA-DECI ou Urba-Conseil. Le P«C»F pour sa part utilise le «bureau d'étude» ORGECO. La société APRORU, située à St Denis sert d'intermédiaire entre les municipalités sous contrôle du P«C»F et le bureau d'architectes AUA.

Ces liens existent encore par le biais de ce qu'on appelle le «pantouflage». Tel haut fonctionnaire reçoit des promesses de poste de direction dans une société immobilière et agit pour son compte. Jean-Pierre Froucade actuel ministre des Finances, était avant sa nomination PDG du groupe bancaire CIC affilié à la compagnie financière de Suez qui contrôle d'importants secteurs de l'immobilier. Froucade avait occupé ce poste après avoir quitté la Direction du commerce et des prix au ministère des Finances.

Enfin un nombre impressionnants de politiciens bourgeois exercent des fonctions dans des sociétés d'HLM. Citons le cas d'Albert Denver, député socialiste du Nord, PDG de la société anonyme d'HLM du Nord, de l'Office public du département du Nord.

Citons encore le député centriste Eugène Claudius-Petit, ex-ministre de la construction, rapporteur du budget du logement à l'Assemblée nationale et président de très nombreuses sociétés d'HLM. Disons encore que l'on trouve nombre de responsables du P«C»F administrateurs de sociétés d'HLM.

Tout ceci explique pour une bonne part l'intérêt des députés à la discussion sur la «réforme foncière» et les 508 amendements proposés. Ces messieurs se sentent concernés.

Marchais, champion du mensonge

Marchais était jeudi soir à Pantin, où il a prononcé un discours. De celui-ci nous retiendrons d'ores et déjà deux affirmations et deux mensonges. Deux points où l'embarras des dirigeants du P«C»F est grand.

Première affirmation : «Jamais la violence n'est venue et ne viendra de notre côté... Sur le terrain de la liberté, le Parti communiste ne craint ni le débat ni la confrontation avec qui que ce soit. Je l'ai dit et je le répète ici : la liberté c'est aussi notre

point fort. Nous en sommes et nous en serons toujours les champions.» Deux faits récents montrent ce qu'il en est de ces «champions».

A la fête de «L'Humanité», leur service d'ordre séquestre et frappe des jeunes durant des heures. De nombreux témoignages l'ont confirmé. Ensuite, le même service d'ordre, lors d'une manifestation contre les crimes franquistes, agresse violemment les représentants des organisations des fusillés : le FRAP et l'ETA.

Deuxième affirmation, risible celle-là. Il fallait bien que Marchais explique pourquoi un jour il avait accepté de se rendre chez Giscard, puisqu'il attaque les radicaux sur ce point. Voici l'explication : «J'avais effectivement, en août de l'année dernière, évoqué la possibilité de rencontrer le président de la République. Mais l'évolution de sa politique a conduit à juste titre notre 21^e Congrès à refuser l'invitation.

«Ce qui caractérise en effet cette politique, c'est son orientation foncièrement antidémocratique masquée sous un libéralisme de façade.»

Comme si la politique de Giscard avait changé ! Giscard a toujours été un représentant des monopoles, un ennemi des travailleurs. Marchais prend décidément ces derniers pour des gens à qui on peut faire avaler ce qu'on veut.

SUITE DE L'EDITORIAL

Pendant ce temps, les forces fascistes agissant avec l'appui de l'impérialisme-US ne sont pas inactives. Dans une interview au «Monde» Spinola déclare : «A la violence, il faut répondre par la violence».

La situation portugaise se caractérise par le développement acharné de la rivalité des deux superpuissances.

Ni fascisme, ni social-fascisme, ni Prague, ni Chili tels sont aujourd'hui les mots d'ordre conformes à l'intérêt du peuple portugais.

PAS DE MANIFESTATION FASCISTE A PARIS !

Lundi à 18 h 30, place de l'Europe à Paris, les fascistes du «Parti des forces nouvelles» (ex-«Ordre Nouveau») prétendent organiser une manifestation de soutien à Franco-le-sanglant. Cette manifestation doit être interdite ! Les antifascistes, tous les honnêtes gens, ne sauraient tolérer les parades néo-nazies en plein Paris.

DE NOMBREUSES ÉCOLES OCCUPÉES

«La rentrée scolaire s'est passée sans problèmes. La situation, concernant les installations matérielles, les effectifs par classe et l'emploi des enseignants, n'a jamais été aussi bonne». C'est ce que, contre toute évidence, la bourgeoisie voudrait faire croire aux travailleurs. Pourtant...

Depuis la mi-septembre, luttes d'enseignants et occupations d'écoles par les parents d'élèves se sont succédées sans discontinuer. Parmi celles de la semaine, citons six occupations en Ille-et-Vilaine, une grève à l'école de la rue Papu à Rennes, une occupation à Sarcelles dans le groupe scolaire Curie et une autre à Moutiers en Savoie.

Interviewée jeudi soir à Antenne-2, Mme Lesur, secrétaire d'État à l'enseignement préscolaire, devait déclarer en substance que «nous sommes le seul système» qui réussit à scolariser «de façon cohérente» 2 600 000 enfants dans 55 000 écoles maternelles. Elle a ajouté qu'elle trouve fort injustifiées ces luttes qui portent principalement sur la question des effectifs. Elles sont sans objet, a-t-elle déclaré, puisque «s'il y a encore effectivement des classes surchargées, elles se comptent par centaines alors qu'avant mon arrivée, il y a 16 mois, elles se chiffreraient par milliers.»

Nous sommes néanmoins obligés de constater que sur le plan national, dans les maternelles et les écoles primaires, la moyenne des effectifs dépasse 40 élèves par classe, ce qui de l'avis de tous les intéressés interdit absolument tout enseignement valable.

Cette situation provoque une juste colère tant chez les enseignants que chez les parents d'élèves, colère d'autant plus forte que dans le même temps des milliers d'enseignants sont maintenus au chômage.

DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS DES BANQUES DESCENDENT DANS LA RUE

Plusieurs milliers de travailleurs des banques ont manifesté jeudi dans les rues de Paris. Leurs principales revendications portent sur la grille de salaire unique sur une base de 1 700 F minimum et sur la réduction de la durée hebdomadaire de travail au-dessous de 40 h.

D'ores et déjà, comme en 1974, les faux communistes du parti de Marchais tentent de s'opposer à cette lutte et d'en transformer les objectifs. Ainsi «L'Humanité»-blanche du 10 octobre se garde bien de mentionner les revendications des travailleurs, et elle remplace les 1 700 F minimum par un très vague «amélioration du pouvoir d'achat». Il ne fait pas de doute que les travailleurs, qui n'ont pas oublié qu'ici et là, au cours de leur grande lutte du printemps 1974, leurs piquets de grève furent agressés par des hommes de main du faux parti communiste français, sauront déjouer toutes les manœuvres qui visent à les détourner de la lutte.

HALTE A LA REPRESSION EN TUNISIE

Après les condamnations à de lourdes peines de prison de 67 marxistes-léninistes, patriotes et démocrates tunisiens, MEETING,

LE VENDREDI 17 OCTOBRE 20 H 30 A LA MUTUALITÉ

Organisé par El Amel Tounsi (Le Travailleur tunisien).

Soutenu par : Union des travailleurs immigrés tunisiens, Union générale des étudiants de Tunisie, CIDVRT, Organisation des démocrates tunisiens, «23 Mars» (Maroc), MTA, FTA, Humanité-Rouge, UCFml, PCMLF, CILA.